

Compte rendu du Conseil Municipal **Lundi 8 octobre 2018**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, Maire.

Date de la convocation : 4 octobre 2018

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 11
Votants : 10

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, S. Mazenc-Nehr, C. Mathieu.
MM. JF Ravot, P. Chiggiato, G. Duraffourg, C. Saitta, T. Leyvraz, P. Tissot.

Absent : M. R. Letscher

Secrétaire de séance : Mme S. Mazenc-Nehr

Début de la séance : 20 heures

I - Approbation du compte-rendu de la séance du 10 septembre 2018

Approuvé à l'unanimité

II - DELIBERATIONS :

1. Inscriptions Foulée 2018 – Ain Est Athlétisme

Monsieur le Conseiller municipal en charge de la Commission Sports rappelle que, suite à la Foulée de Chevry qui s'est déroulée le 30 Septembre 2018, il convient de facturer à l'association AIN EST ATHLETISME – 01630 SAINT GENIS POUILLY la participation de ses coureurs selon le détail suivant :

<u>Nombre de participants</u>	<u>Tarif</u>	<u>Total</u>
21 enfants	6 €	126 €
5 adultes	12 €	60
		186 €

Monsieur le Conseiller municipal propose à l'assemblée :

- d'approuver la facturation des inscriptions à AIN EST ATHLETISME – 01630 SAINT GENIS POUILLY selon le détail ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à ladite facturation pour un montant total de 186 €.

Approuvé à l'unanimité

2. Foulée de Chevry 2018 – Reversement aux virades de l'espoir Pays de Gex

Monsieur le Conseiller municipal en charge de la Commission Sports rappelle au Conseil Municipal l'organisation de la 25ème édition de la Foulée de Chevry en partenariat avec les Virades de l'Espoir Pays de Gex le 30 septembre 2018.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le reversement d'une partie de la recette de cette manifestation aux Virades de l'Espoir Pays de Gex.

Le montant proposé se détaille comme suit :

	<i>Nombre</i>	<i>Tarifs</i>	<i>Montant</i>
Inscriptions sur internet	55	5 €	275 €
Inscriptions sur place	95	7 €	665 €
Dons internet			658 €
TOTAL			1'598 €

Monsieur le Conseiller municipal propose à l'assemblée :

- d'approuver le versement à l'association Virades de l'Espoir Pays de Gex d'un montant total de 1'598 € dans le cadre de l'organisation de la Foulée de Chevry 2018.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette opération.

Approuvé à l'unanimité

3. Fonds concours 2018- Pacte Financier et fiscal CCPG

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances rappelle que, par délibération en date du 26 octobre 2017, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de solidarité – PFFS.

Dans le cadre de ce pacte, la communauté de communes mobilise, dans le cadre d'une logique de solidarité communautaire, plusieurs leviers de financement dont les fonds de concours.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le versement d'un fonds de concours est autorisé sous les conditions suivantes :

- la CCPG participe au financement d'un équipement, hors de ses champs de compétences, réalisé sous maîtrise d'ouvrage communale
- la commune, bénéficiaire du fond de concours doit assurer, hors subvention, une part de financement au moins égale au montant du fonds de concours reçu
- les deux collectivités locales doivent prendre une délibération concordante faisant apparaître :
 - . une présentation synthétique du projet,
 - . un plan de financement détaillé mentionnant l'ensemble des financeurs et le montant de chaque subvention obtenue ainsi que le montant du « reste à charge HT » pour la commune
 - . le calendrier de réalisation de l'opération

La Conférence Intercommunale des Maires, qui conformément au PFFS examine et sélectionne les dossiers, s'est réuni le 20 septembre 2018 et a retenu le dossier de la commune de Chevry pour la construction d'une maison des associations.

Ce projet de construction, sur une parcelle dont la commune est propriétaire, vise à mettre des locaux à disposition de plusieurs associations intercommunales.

Plan de financement

Dépenses		Financements		
			Type de financement	Montant
		Europe		
		Etat	DETR	150'000 €
		Région		
Coût global HT	1'140'000 €	Département		
Coût travaux HT		CCPG	Fonds de concours	148'500 €
		Autres		
Coût à financer		Fonds propres commune	Reste à charge	841'500 €
Total des dépenses	1'140'000 €	Total des financements		1'140'000 €

Par délibération du 14 mai 2018, la commune a attribué le marché de maîtrise d'œuvre de cette réalisation à MEGARD ARCHITECTES. Le permis de construire doit être déposé en octobre 2018, les travaux devraient, quant à eux, démarrer en 2019 pour une livraison en 2020.

La commune s'engage à faire apparaître la participation de la CCPG sur tous les supports de communication utilisés par la commune dont, le cas échéant, sur le panneau d'affichage autorisant les travaux, dans chaque support de communication communal dans lequel sera présenté l'équipement ou les travaux réalisés mais également sur le site internet et dans la presse.

Monsieur le Conseiller municipal propose à l'assemblée :

- d'approuver le versement du fonds de concours pour un montant de 148'500 € à la commune de Chevry dans le cadre de la construction d'une maison des associations.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

4. Modification de garantie d'emprunt LOGIDIA

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances expose que LOGIDIA, ci-après l'Emprunteur, a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du prêt en annexe de la présente délibération, initialement garanti par la Commune de CHEVRY, ci-après le Garant.

En conséquence, le Garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement de ladite ligne de Prêt réaménagée.

La garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

ARTICLE 1

Le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de la ligne du Prêt réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencée à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

ARTICLE 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières de la Ligne du Prêt Réaménagée sont indiquées à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la Ligne de Prêt Réaménagée à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite Ligne du Prêt Réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29/06/2018 est de 0,75 % ;

ARTICLE 3 :

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 :

Le conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Approuvé à l'unanimité

5. SIEA – Remplacement Point Lumineux 45 – Rue St Maurice

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet détaillé du remplacement du point lumineux n° 45 – rue St Maurice à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN

Plan de financement

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	2 300,00 €
Soit Montant H.T.	1 916,67 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	610,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Article 5	1 922,71 €
Participation du Syndicat	274,50 €
Article 5	1 648,21 €
Fonds de compensation de TVA	377,29 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune (Appel de fonds de 85 % du montant de cette dépense dès réalisation de l'ordre de service à l'entreprise)	0,00 €
Total	2 300,00 €
Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'œuvre et une marge pour imprévus.	

Madame le Maire-Adjoint propose à l'assemblée :

- d'accepter le plan de financement de cette opération,
- de dire que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ces Adjoints délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

Approuvé à l'unanimité

6. Convention résiliation Bail MM. Reygrobellet

Monsieur le Maire rappelle que, dans le cadre de l'aménagement d'un giratoire à l'entrée Sud de la commune, la commune a acquis quatre parcelles par acte de vente daté du 2 juillet 2018.

MM. Reygrobellet Albert et Philippe étant titulaires d'un bail sur lesdites parcelles, en qualité de coexploitants, il convient de leur proposer une convention de résiliation avec indemnisation.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le projet de convention à passer avec MM. Reygrobellet fixant les modalités d'indemnisation.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- d'accepter la convention avec MM. Reygrobellet concernant la résiliation du bail dont ces derniers sont titulaires en qualité de coexploitants et qui concerne les parcelles acquises par la commune de CHEVRY (la date d'effet de la présente convention reste à déterminer).
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer ladite convention et tout document se rapportant à ce dossier.

Approuvé à l'unanimité

7. Régime indemnitaire : RIFSEEP – Modification de la délibération du 22/03/2017

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er}alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création

d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513

du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 24 mars 2017 ;

VU la délibération de la commune de Chevry autorisant l'instauration du RISEEP à compter du 1^{er} avril 2017,

Le Maire rappelle à l'assemblée les principes du RIFSEEP.

Le RIFSEEP se compose :

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE)
- D'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de service (CIA).

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires (titulaires et stagiaires) pour tous les éléments constituant l'IFSE et le CIA.

Les contractuels de droit public pourront se voir attribuer la part de l'IFSE ainsi que le CIA, s'ils remplissent les conditions suivantes le mois du versement des indemnités :

- justifier d'un contrat de 12 mois consécutifs (passés ou à venir), ou de contrats successifs d'au moins 12 mois consécutifs ;
- que l'agent ait préalablement fait l'objet d'un entretien professionnel pour la part CIA.
- Les contractuels de droit privé sont exclus du RIFSEEP.

Dans la partie IFSE :

Aujourd'hui il convient de modifier le montant de l'IFSE attribué aux adjoints administratifs.

Cadre d'emplois des Adjoints administratifs

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée pour moitié 2 fois par an	Montants max. IFSE
C 1	Emplois nécessitant une expertise ou des compétences particulières	8 500	2 500	11 000
C 2	Chargés de gestion sans encadrement (agent d'exécution)	7 000	2 500	9 500

(*) Ces montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet et seront revalorisés automatiquement au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Les modalités de versement de la partie IFSE ne change pas par rapport à la délibération initiale.

Dans la partie CIA :

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

-montant maximum= montant de l'IFSE annuelle (avant modulation) x 25 %.

Dans notre collectivité, le calcul est du CIA était fixé à 15 % de l'IFSE annuelle max, il convient de le fixer à 20 %.

A ce montant maximum sera appliqué un pourcentage de 0 à 100% afin de tenir compte des critères suivants évalués en entretien professionnel :

- Compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacités d'encadrement ou d'expertise,
- Reconnaissance de l'investissement et de l'engagement professionnel.
- Disponibilité
- Capacité d'adaptation et sens de la collectivité
- Capacité de travailler en équipe

Groupes	Montants maximum CIA en € (*)
Attachés	
A - G1	4000 (3000)
A - G2	3 505 (2 628)
Rédacteurs	
B – G1	3 600 (2 700)
B – G2	3 150 (2 362)
Techniciens	
B – G1	2 800 (2100)
B – G2	2 470 (1850)
Adjoints administratifs	
C – G1	2 200 (1425)
C – G2	1 900 (1350)
ATSEM	
C – G1	1000 (750)
C – G2	900 (675)
Adjoints techniques	
C – G1	1 700 (1275)
C – G2	1500 (1 125)

(*) Ces montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet et seront revalorisés automatiquement au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Le CIA sera réévalué annuellement et versé en novembre de chaque année grâce à un état liquidatif détaillé par agent précisant le montant individuel attribué.

Après avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter de modifier l'IFSE des adjoints administratifs,
- de modifier le calcul du CIA dans les conditions indiquées ci-dessus,
- d'accepter de maintenir, aux fonctionnaires concernés, à titre individuel, le montant antérieur plus élevé de leur régime indemnitaire en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

Approuvé à l'unanimité

III - DIVERS :

- **Le Maire :**
 - Formation des élus sur les communes nouvelles le 6 février 2019. Sont invités les élus de Chevry, Crozet, Echenevex. Ségny n'est pas concernée pour cette formation.
 - Chocolaterie Mélanie : Proposition du 2^{ème} local commercial. Visite sur place la semaine dernière. En bonne voie, avis positif du boulanger.
 - Affiche concernant une société de travaux en réalité escroquerie. Faire suivre à toutes les associations communales.
 - Deux incendies ce week-end à Chevry : la maison de M. Henri Emery et un véhicule chemin des Borraz. La gendarmerie enquête.
 - Dégradations ce week-end à la salle des fêtes suite à la location.
 - Boîte à livres dégradée également. A reconstruire.
 - Pour le 11 novembre : sélectionner des lettres de Poilus.
 - Ecole : Voir avec Gaël pour demande de subventions pour tablettes.
- **Colette Martin** : Entretien, nettoyage de la Salle des fêtes avec l'entreprise ENG : améliorer la situation.
- **Marie-Pierre Girod** : Commission travaux avec l'exécutif prévue le 9 octobre 2018.
- **Paolo Chigliato** : Centre Bourg. Chevry est entrée dans la SPL.
- **Patrick Tissot** : 25^e Foulée de Chevry : Bilan positif. Augmentation de la fréquentation : plus de 50 nouveaux inscrits. Nouveaux tracés. Virade de l'espoir : une réussite. Présence de coachs pour échauffement. Animations sympathiques. Restauration appréciée. Edition 2019 : dernier week-end de septembre.
Demander à Gaël le coût total (en attente de factures).
- **Guy Duraffourg** :
 - Demande d'arrivée de la fibre optique à Naz-Dessous : le délai est lié à l'arrivée de la fibre optique à Naz-Dessous.
 - Véhicule abandonné chemin du Moulin.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21 h 10.

							Participation cours sur communes nouvelles du mercredi 6 février 2019 dès 18h00	Participation au repas de fin d'année des élus de Chevry (avec formation sur élections) (la date retenue est le mercredi 19 décembre)	
1	Jean-François	Ravot	428 Chemin des Hutins de Vézay 01170 Chevry		j.f.ravot@ville-chevry.fr	0450 41 05 64	06 40 83 6 307	Oui	Oui
2	Thierry	Leyvrax	7 Hauts de Vézay 01170 Chevry		t.leivrax@ville-chevry.fr	0450 42 42 98	06 78 64 28 02	Oui	Oui
3	Colette	Martin	244,Chemin des Golettes 01170 Chevry		c.martin@ville-chevry.fr	0450 41 02 26	06 31 74 18 37	Oui	Oui
4	Guy	Duraffourg	1444, Route de la Source 01170 Chevry		g.duraffourg@ville-chevry.fr	04 57 28 69 87	06 11 40 13 71	Oui	Oui
5	Marie Pierre	Girod	380, Vie d'Az 01170 Chevry		mp.girod@ville-chevry.fr	0450 41 04 67	06 47 46 44 63	Oui	Oui
6	Carmelo	Saitta	88, Route des Châtelets 01170 Chevry		c.saitta@ville-chevry.fr	0450 42 48 90	0041 75 411 06 77	Oui	Oui
7	Robin	Letscher	Résidence Les terrasses Route de Prost 01170 Chevry		r.lerschier@ville-chevry.fr	045042 06 69	06 85 40 41 75	?	?
8	Catherine	Mathieu	316 ,Route de Prost 01170 Chevry		c.mathieu@ville-chevry.fr	0450 41 06 18	06 77 73 66 12	Oui	OUI
9	Paolo	Chiggionato	295 Chemin de Golettes 01170 Chevry		p.chiggionato@ville-chevry.fr	0450 42 45 25	0041 75 411 36 89	Oui	?
10	Sophie	Mazenc-Nehr	213, Chemin des Golettes 01170 Chevry		s.mazenc-nehr@ville-chevry.fr	0450 20 29 16	07 86 61 58 73	Non	Oui
11	Patrick	Tissot	Rue Saint Maurice 01170 Chevry		p.tissot@ville-chevry.fr	04 85 03 63 29	06 86 45 20 67	Oui	?
							9 sur 11	8sur 11	

Tous les frais sont payés par la caisse des dépôts et consignations. Le financement est pris sur le 1% prélevé sur les indemnités des élus.